



CHARLEROI
PERMIS
D'ENVIRONNEMENT

A Gewe
De-icing
52.000L

DATE 07 JUIN 2019 PAGE 1

REÇU LE 11 JUIN 2019

SA BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT
Rue des Frères Wright 8
6041 Gosselies

PAR RECOMMANDÉ AVEC
AVIS DE RÉCEPTION

V/REF :
Néant
N/REF :
P.ENV/SA/CGH/PE/2019/0016

OBJET :
Permis d'environnement - Décision
Localisation : Rue des Frères Wright 8 à 6041 Gosselies
Demandeur : SA BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT
Dossier n°PE/2019/0016

Monsieur,

En vertu des dispositions reprises à l'article 35 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, nous vous adressons la décision du Collège communal prise en séance du 4 juin 2019.

Pour votre bonne information, un recours contre la décision du Collège communal précitée vous est ouvert auprès du Gouvernement wallon. Les modalités de recours figurent dans la décision précitée.

Par ailleurs, vous trouverez ci-annexé le courrier qu'il vous reviendra d'envoyer lorsque vous fixerez la date de mise en œuvre de votre permis et ce conformément à l'article 10 de celui-ci.

Nous vous souhaitons bonne réception de la présente et vous prions de croire, Monsieur, à l'assurance de nos meilleurs sentiments.

Le Directeur général f.f.
Par délégation

Frédéric FRAITURE,
Inspecteur général



Pour le Bourgmestre,
Par délégation, en vertu de
l'art. L.1132-4 du C.D.L.D.

Eric GOFFART,
2ème Echevin

CONTACT
Cédric GOIRE
Responsable de Cellule technique
permisenvironnement@charleroi.be

Place Jules Destree
6060 GILLY
T. 071 86 39 07
F. 071 86 39 30

ANNEXES
1° Décision du Collège communal
2° Courrier relatif à la mise en œuvre

PROVINCE de HAINAUT

ARRONDISSEMENT de CHARLEROI

VILLE de CHARLEROI

SECTION de Gosselies

Arrêté du Collège communal
en séance du **mardi 4 juin 2019**

PERMIS D'ENVIRONNEMENT

N° de dossier : PE/2019/0016

Etablissement de classe 2

Procédure d'instruction de classe 2

Catégorie de projet C (Projet sans Etude d'Incidences sur l'Environnement)

LE COLLEGE COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et plus particulièrement l'article L1123-23 ;

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique ;

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ;

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit ;

Vu les prescriptions non abrogées du Règlement Général pour la Protection du Travail, notamment celles des titres II et III ;

Vu le Règlement Général sur les Installations Électriques rendu obligatoire dans les établissements dangereux, insalubres ou incommodes par l'arrêté royal du 2 septembre 1981 ;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets ;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, ci-après « décret » ;

Vu le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la flore et de la faune sauvage ;

Vu le décret du 5 décembre 2008 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages ;

Vu le décret du 7 mars 2013 interprétatif des articles 35, § 1er, alinéa 2, 40, § 7, alinéa 3, 93, § 1er, alinéa 2, et 95, § 7, alinéa 3, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, modifiés par le décret-programme du 3 février 2005 de relance économique et de simplification administrative ;

Vu le Code du Développement territorial (CoDT) ;

Vu le décret du 1er mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols ;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine (CWATUP) ;

Vu le Schéma de Développement de l'Espace Régional ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu le Code de l'Eau ;

Vu le Livre 1^{er} du Code de l'Environnement : dispositions communes et générales ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2015 instaurant une obligation de tri de certains déchets ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mars 2018 adoptant le Plan wallon des déchets-ressources ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et l'assainissement des sols ;

Vu le Règlement communal du 26 avril 2010 sur la préservation des arbres lors de chantiers publics ou privés ;

Vu le Règlement communal du 21 février 2011 sur la conservation de la nature relatif à l'abattage et à la protection des arbres et des haies ;

Vu le Règlement communal du 21 février 2011 sur la conservation de la nature relatif à la protection, la plantation et le remplacement de haies à Charleroi ;

Vu le Règlement communal du 25 avril 2016 relatif aux terrasses du secteur HORECA et aux enseignes ;

Vu l'ensemble des pièces du dossier ;

Vu la décision du Ministre des Transports, du Logement et du Développement Territorial du 25 juillet 2005 accordant le permis unique pour construire et exploiter un aéroport pour l'accueil de 3 millions de passagers par an, des parkings voitures comprenant 1.600 emplacements au sol et 3.000 emplacements étagés, les voiries d'accès à ces parkings, les chaussées aéronautiques et les parkings avions liés à l'aéroport, une station d'épuration des eaux, des bâtiments techniques, un parc pétrolier comprenant un stockage de 2.420 m³ de kérosène et de 30 m³ de carburants routiers. Le projet constitue par ailleurs un projet mixte impliquant l'ouverture de nouvelles voiries de communication ;

Vu la décision du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme du 27 juillet 2005 accordant le permis d'environnement pour exploiter l'aéroport de CHARLEROI – BRUXELLES SUD doté d'une piste unique de 2.550 mètres de long et 45 mètres de large, axée 07 – 25 ;

Vu la décision du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-Etre animal du 19 mai 2015 accordant le permis unique pour agrandir l'aéroport existante ainsi qu'augmenter la capacité d'accueil du parc de stationnement ;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 25 octobre 2018 accordant le permis unique pour porter la longueur de la piste de l'aéroport à 3.200 mètres, ajouter des accotements sur l'entièreté de la piste ;

Vu la décision du Collège communal de la Ville de Charleroi du 18 décembre 2018 accordant le permis d'environnement pour la régularisation d'un dépôt de déverglaçant (glycol) d'une capacité de stockage de 125 m³ et de sel de déneigement d'une capacité de stockage de 60 m³ ;

Vu la demande de permis d'environnement introduite le 31 janvier 2019 auprès du Collège communal de la Ville de CHARLEROI, par laquelle la SA BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT, ci-après « l'exploitant », sollicite l'autorisation pour :

l'exploitation d'un dépôt de produit déverglaçant (glycol) pour avions d'une capacité de stockage de 52.000 litres en 2 réservoirs aériens chacun d'une capacité de stockage de 26.000 litres.

Lieu d'exploitation : Rue des Frères Wright 8 à 6041 Gosselies ;

Vu la décision sur le caractère incomplet de la demande rédigée par le Fonctionnaire technique du Service Public de Wallonie - Agriculture, Ressources naturelles et Environnement - Département des Permis et Autorisations - Direction de Charleroi au sens de l'article 20 du décret, envoyée le 26 février 2019 dans le délai prescrit et réceptionnée par le Collège communal le 27 février 2019 ;

Vu les compléments à la demande déposés par le demandeur contre récépissé auprès du Collège communal le 6 mars 2019 ;

Vu la décision sur le caractère complet et recevable de la demande rédigée par le Fonctionnaire technique au sens de l'article 20 du décret, envoyée le 21 mars 2019 dans le délai prescrit et réceptionnée par le Collège communal le 22 mars 2019 ;

Vu l'avis d'enquête publique précisant que la demande est soumise aux formalités prescrites aux articles D.29-7 à D.29-19 et R.41-6 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement ;

Vu le procès-verbal de clôture de l'enquête publique du 6 mai 2019 ;

Vu le rapport de synthèse rédigé par le Fonctionnaire technique au sens de l'article 32 du décret, envoyé le 20 mai 2019 dans le délai prescrit et réceptionné par le Collège communal le 21 mai 2019 ;

Vu les conditions sectorielles applicables à l'établissement :

Arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2003 portant condition sectorielle eau relative aux dépôts d'hydrocarbures liquides.

Vu le rapport du service du Permis d'Environnement du jeudi 23 mai 2019 ;

Considérant que la demande de permis a été envoyée au Fonctionnaire technique le 12 février 2019 et réceptionnée le 14 février 2019 ;

Considérant que les compléments à la demande ont été envoyés au Fonctionnaire technique le 12 mars 2019 et réceptionnés le 14 mars 2019 ;

Considérant que le Fonctionnaire technique, dans la décision sur le caractère complet et recevable de la demande et conformément à l'article D.65 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, décide que le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et que la réalisation d'une étude d'incidences sur l'environnement n'est pas obligatoire ;

Considérant que l'enquête publique s'est déroulée du 14 avril 2019 au 29 avril 2019 ; que l'affichage de l'avis d'enquête publique a eu lieu du 9 avril 2019 au 29 avril 2019 ;

Considérant qu'il résulte du procès-verbal de clôture de l'enquête publique qu'aucune réclamation ni observation, orale et écrite, n'a été formulée pendant la durée de l'enquête ;

Considérant le rapport de synthèse rédigé par le Fonctionnaire technique au sens de l'article 32 du décret ;

Considérant les avis suivants sollicités par le Fonctionnaire technique :

- 1° Service Public de Wallonie – Territoire, Logement, Patrimoine, Énergie – Département de l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme – Direction du Hainaut II – Fonctionnaire délégué.
- 2° Service Public de Wallonie – Agriculture, Ressources naturelles et Environnement – Département du Sol et des Déchets – Direction de la Protection des Sols.
- 3° Service Public de Wallonie – Agriculture, Ressources naturelles et Environnement – Département de l'Environnement et de l'Eau – Direction des Risques industriels, Géologiques et Miniers.

Considérant l'avis favorable conditionnel remis le 17 avril 2019 du Fonctionnaire délégué, rédigé comme suit :

« Attendu que selon le plan de secteur de Charleroi adopté par l'arrêté royal du 10/09/1979, l'exploitation concernée se situe en zone d'aménagement communal concerté à caractère économique ;

Considérant que la zone concernée a été mise en œuvre vu le schéma directeur dit « de l'Aéropôle » la couvrant entièrement et adopté respectivement en dates des 03/06/1987 et 17/11/1987, par les Conseils communaux des Villes de Charleroi et Fleurus ;

Considérant que le projet concerne des actes et travaux visés à l'article D.IV.22, 6° du Code du Développement Territorial ; que par conséquent, il s'agit d'actes et travaux relatifs à la mise en œuvre d'un zoning d'activité économique situé dans « un périmètre de reconnaissance » fixé par le décret du 11/03/2004 ou de la loi du 30/12/1970 sur l'expansion économique (arrêté du 05/09/1991 - Aéropôle) ;

Considérant le permis d'urbanisme que j'ai délivré en date du 13/06/2017 pour la régularisation d'un dépôt de sel de déneigement et de produit déverglaçant avion à l'adresse ici concernée (Réf. : F014/52011/UCP3/2017.26 N° 455023) ;

Considérant que la demande vise en la mise en place d'un dépôt de produit déverglaçant réparti dans 2 cuves de 26 000L, positionnées au sein du hall de maintenance ;

Considérant que la demande est conforme à la destination générale de la zone au plan de secteur ;

J'émet un avis favorable sur le principe de cette exploitation sous réserve du strict respect des dispositions requises en vue d'assurer pleinement la sécurité, de prévenir toutes nuisances et d'obvier aux inconvénients que pourraient présenter l'exploitation pour le voisinage. » ;

Considérant l'absence d'avis de la Direction de la Protection des sols, au terme du délai fixé, donc réputé favorable (art. 30 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement) ;

Considérant l'absence d'avis de la Direction des Risques industriels, Géologiques et Miniers, au terme du délai fixé, donc réputé favorable (art. 30 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement) ;

Considérant que le Fonctionnaire technique propose au Collège communal d'accorder l'autorisation sollicitée, en octroyant le permis d'environnement sur base des éléments recueillis lors de l'instruction de la demande et repris au rapport précité, et selon la motivation suivante :

« Considérant que la demande a été introduite dans les formes prescrites ;

Considérant que la demande de permis d'environnement a été déposée à l'Administration communale le 31 janvier 2019, transmise par celle-ci au Fonctionnaire technique par envoi postal du 12 février 2019 et enregistrée dans le service de ce fonctionnaire en date du 14 février 2019 ;

Considérant que la demande a été jugée incomplète par le Fonctionnaire technique par courrier du 26 février 2019 ; que les documents manquants ont été envoyés par l'exploitant à la commune en date du 06 mars 2019 ; que ces documents ont été transmis au Fonctionnaire technique en date du 12 mars 2019 et reçus par ce fonctionnaire en date du 14 mars 2019 ;

Considérant que la demande a été jugée complète et recevable en date du 21 mars 2019 par courrier du Fonctionnaire technique et que notification en a été faite à l'exploitant par lettre recommandée à la poste à cette date ;

Considérant qu'il résulte des éléments du dossier déposé par l'exploitant et de l'instruction administrative que la demande vise à exploiter un dépôt de 52 000 litres de produit déverglaçant pour les avions (adjonction à un dépôt de 125 m³ autorisé) ;

*Considérant que l'établissement projeté se situe sur la parcelle cadastrale suivante :
CHARLEROI : 23^e division ; section C ; n° 270E ;*

Considérant que selon le plan de secteur de Charleroi adopté par l'arrêté royal du 10/09/1979, l'exploitation concernée se situe en zone d'aménagement communal concerté à caractère économique ;

Considérant que les installations et/ou activités concernées sont classées comme suit par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées :

N° 63.12.09.04.02, Classe 2 :

Dépôts de liquides inflammables ou combustibles, à l'exclusion des hydrocarbures stockés dans le cadre des activités visées à la rubrique 50.50, dont le point d'éclair est supérieur à 100 °C (catégorie D) et dont la capacité de stockage est supérieure ou égale à 50 000 litres et inférieure à 500 000 litres.

Considérant que les rubriques de classement concernées pour le projet rangent l'établissement en seconde classe; que, dès lors, une étude d'incidences sur l'environnement ne s'impose pas d'office ;

Considérant, à ce sujet, qu'en date du **21 mars 2019**, le Fonctionnaire technique a dispensé le projet d'étude d'incidences sur l'environnement ; que cette décision est motivée comme suit :

« [...] La demande, dont le formulaire fait office de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement, doit permettre d'identifier, décrire et évaluer de manière appropriée les effets directs et indirects, à court et à moyen terme, de l'implantation et de la mise en œuvre du projet sur l'homme, la faune et la flore, le sol, l'eau, l'air, le climat et le paysage, les biens matériels et le patrimoine culturel ainsi que sur l'interaction entre ces facteurs.

Lors de l'analyse relative au caractère complet et recevable de la demande de permis d'environnement, il a également été procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement au sens large, sur base des critères de sélection pertinents visés à l'article D.62 du livre I^{er} du Code de l'environnement.

À l'examen du dossier de demande, les nuisances les plus significatives portent sur le risque d'incendie, le risque de pollution du sol et du sous-sol.

Au vu du descriptif des activités, dépôts et installations et des mesures prises par l'exploitant ou prévues dans son projet, l'ensemble de ces incidences ne doit pas être considéré comme ayant un impact notable. En effet, ces nuisances sont probables mais sont maîtrisables.

En ce qui concerne les autres compartiments de l'environnement, le projet engendre des nuisances pouvant être qualifiées de nulles ou mineures.

D'autre part, il n'y a pas lieu de craindre d'effets cumulatifs avec des projets voisins de même nature.

La notice d'évaluation des incidences, les plans et les autres documents constitutifs du dossier synthétisent suffisamment les principaux paramètres écologiques du projet sur l'environnement.

Le projet ne doit donc pas être soumis à évaluation complète des incidences et une étude d'incidences sur l'environnement n'est donc pas nécessaire. [...] » ;

Considérant, en effet, que la demande de permis constitue la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ; que cette notice est complète en identifiant, décrivant et évaluant les incidences probables directes et indirectes du projet notamment sur l'homme, la faune et la flore, le sol, l'eau, l'air, le climat et le paysage, les biens matériels et le patrimoine culturel ainsi que sur l'interaction entre ces facteurs ;

Considérant que la notice d'évaluation des incidences, les plans et les autres documents constitutifs du dossier synthétisent suffisamment les principaux paramètres écologiques du projet sur l'environnement, que l'autorité appelée à statuer a été suffisamment éclairée sur les incidences possibles du projet sur l'environnement ;

Considérant que le produit déverglaçant est constitué essentiellement de mono propylène glycol ; qu'il est installé sous hangar ; qu'il ne s'agit pas d'un produit dangereux ; qu'il est aisément biodégradable ;

Considérant que le PH de cette substance est de 7 ; que par conséquent le risque d'altération des eaux de surface devrait être nul ;

Considérant que le risque de pollution des eaux de surface a été étudié dans l'étude d'incidences sur l'environnement relative à l'allongement de la piste ; qu'une des conditions du permis autorisant cet allongement prévoit que l'exploitant introduise une nouvelle demande de permis d'environnement pour le rejet des eaux industrielles (eaux générées par l'aire de dégivrage du nouveau taxiway M7) et les rejets d'eaux usées domestiques et pluviales de l'ensemble du site dans un délai de deux ans à compter de la délivrance de ce permis ;

Considérant le permis d'urbanisme délivré par le Fonctionnaire délégué en date du 13/06/2017 pour la régularisation d'un dépôt de sel de déneigement et de produit déverglaçant pour avions à l'adresse ici concernée (Réf. : F014/52011/UCP3/2017.26 N° 455023) ;

Considérant que le strict respect des conditions générales, sectorielles et intégrales en vigueur et des conditions particulières énumérées ci-après est de nature à réduire dans une mesure suffisante les inconvénients pouvant résulter de l'exploitation de l'établissement ;

Considérant qu'en ce qui concerne les inconvénients non visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, il y a lieu d'observer que la permission administrative accordée dans le cadre dudit décret est indépendante des autorisations spéciales éventuellement requises en vertu d'autres obligations légales ou réglementaires et du respect des règlements généraux et communaux en vigueur ;

Considérant que ladite permission administrative ne préjudicie pas au droit des tiers, lesquels peuvent recourir aux juridictions civiles ordinaires ;

Considérant que les prescriptions et conditions auxquelles est subordonné le permis sont suffisantes pour garantir la protection de l'homme et de l'environnement contre les dangers, nuisances ou inconvénients que l'établissement est susceptible de causer à l'environnement, à la population vivant à l'extérieur de l'établissement et aux personnes se trouvant à l'intérieur de celui-ci, sans pouvoir y être protégées en qualité de travailleur ;

Considérant qu'en vertu de l'article 51 du décret relatif au permis d'environnement, il convient de fixer la date d'échéance du présent permis à la date d'expiration du permis portant sur l'établissement original, soit le 27 juillet 2025 ; » ;

Considérant que le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, en son article 2, stipule que : « Dans une optique d'approche intégrée de prévention et de réduction de la pollution et de garantie des standards en matière de bien-être animal, le présent décret vise à assurer la protection de l'homme ou de l'environnement contre les dangers, nuisances ou inconvénients qu'un établissement est susceptible de causer, directement ou indirectement, pendant ou après l'exploitation, et à assurer le bien-être des animaux lorsqu'ils font l'objet des installations et activités de l'établissement visé.

Le présent décret vise notamment à contribuer à la poursuite des objectifs de préservation des équilibres climatiques, de la qualité de l'eau, de l'air, des sols, du sous-sol, de la biodiversité et de l'environnement sonore, et à contribuer à la gestion rationnelle de l'eau, du sol, du sous-sol, de l'énergie et des déchets. » ;

Considérant la description suivante de l'établissement :

Liste des installations, groupes d'installations, activités ou procédés			
Réf.	Description	Capacités nominales	Puissances électriques installées
I1	Pompe		11 kW

Liste des dépôts		
Réf.	Matières, substances ou déchets	Quantité en m ³ , kg, tonne, litre (éventuellement exprimée par an)
D1	Glycol	2 cuves de 26.000 l (52.000 l)

Considérant que l'établissement comprend des installations et/ou activités visées par la rubrique suivante de la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, arrêtée par le Gouvernement wallon le 4 juillet 2002 :

63 DÉPÔTS ET SERVICES AUXILIAIRES

63.1 MANUTENTION ET ENTREPOSAGE

63.12 ENTREPOSAGE (DÉPÔTS)

63.12.09 Dépôts de liquides inflammables ou combustibles, à l'exclusion des hydrocarbures stockés dans le cadre des activités visées à la rubrique 50.50 :

63.12.09.04 dont le point d'éclair est supérieur à 100°C (catégorie D) et dont la capacité de stockage est :

63.12.09.04.02 supérieure ou égale à 50.000 l et inférieure à 500.000 l (classe 2)

Considérant que le Service du Permis d'environnement a notifié un avis relatif à l'introduction de la demande d'autorisation et à la tenue de l'enquête publique, par écrit et individuellement aux propriétaires et occupants des immeubles situés dans un rayon mesuré à partir des limites de la ou des parcelles cadastrales concernées par le projet, de cinquante mètres pour les projets de catégorie C ;

Considérant que le Service du Permis d'environnement n'a pas notifié un avis relatif à l'introduction de la demande d'autorisation et à la tenue de l'enquête publique, par écrit et individuellement, aux titulaires de droits résultant de servitudes du fait de l'homme ou d'obligations conventionnelles concernant l'utilisation du sol mentionnées dans la demande que le permis aurait pour effet d'éteindre ou de modifier, étant donné l'absence de tels titulaires de droits ;

Considérant que le Service du Permis d'environnement a notifié un avis relatif à l'introduction de la demande d'autorisation et à la tenue de l'enquête publique, par écrit et individuellement, aux Administrations publiques suivantes dont dépend une voie de communication, un cours d'eau, un ouvrage ou un établissement quelconque situé dans le rayon de cinquante mètres :

- SERVICE PUBLIC DE WALLONIE - DGO1 - DIRECTION GENERALE OPERATIONNELLE ROUTES ET BATIMENTS - Département du Réseau du Hainaut et du Brabant Wallon - Direction des routes de Charleroi. (N568 (rue des Fusillés – rue de Ransart 6041 GOSSELIES)),

Division	Section	Numéro	Adresse	Nature
22	B	1130 W 3	Rue de la Limite à 6040 Jumet	Chemin
22	B	1139 D	Champs des prés Pouet à 6040 Jumet	Chemin

- HAINAUT INGENIERIE TECHNIQUE. (Proximité du Tintia)

- OFFICE WALLON DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'EMPLOI

Division	Section	Numéro	Adresse	Nature
23	B	318 G	Avenue Georges Lemaître 22 à 6041 Gosselies	Bat. Admin.
23	B	318 K 2	Rue des Fusillés à 6041 Gosselies	Bat. Admin.

- ORES Assets

Division	Section	Numéro	Adresse	Nature
23	B	318 S	Rue Charles Lindberg à 6041 Gosselies	Cabine électrique
23	B	318 P	Rue Charles Lindberg à 6041 Gosselies	Cabine électrique

- SOCIETE WALLONNE DES AEROPORTS

Division	Section	Parcelle	Adresse	Nature
23	C	210 C 2	Rue des Fusillés à 6041 Gosselies	Aéroport
22	B	1130 A 4	Rue de la Limite 15 à 6040 Jumet	Maison
23	C	210/03	Rue des Fusillés à 6041 Gosselies	Parking
23	C	270/02 A	Les Avants Ransart à 6041 Gosselies	Champ Aviation
23	C	206 H 2	Chaussée de Fleurus à 6041 Gosselies	Aéroport
23	C	247 R	Rue Santos-Dumont à 6041 Gosselies	Cabine électrique
23	C	270 E	Rue Charles Lindberg à 6041 Gosselies	Aéroport
23	C	334 G	Rue Mienon à 6041 Gosselies	Aéroport
23	C	381/03	Les Avants Ransart à 6041 Gosselies	Champ Aviation
23	C	207 A 2	Chaussée de Fleurus à 6041 Gosselies	Aéroport
23	C	334 F	Mienon à 6041 Gosselies	Champ Aviation
23	C	349/02	Piersoulx à 6041 Gosselies	Champ Aviation

- L'INTERCOMMUNALE POUR LA GESTION ET LA RÉALISATION D'ETUDES TECHNIQUES ET ECONOMIQUES (IGRETEC)

Division	Section	Parcelle	Adresse	Nature
23	B	295/02 B	Rue Clément Ader à 6041 Gosselies	Chemin
23	B	327 G	Piersoulx à 6041 Gosselies	Chemin
23	B	469 H	Rue Santos-Dumont à 6041 Gosselies	Chemin
23	B	318 V	Rue Charles Lindberg à 6041 Gosselies	Bat. Admin.
23	B	318 M 2	Rue Charles Lindberg à 6041 Gosselies	Chemin
23	C	237 X	Chaussée de Fleurus 96 à 6041 Gosselies	Maison
23	B	323 R 2	Rue Santos-Dumont à 6041 Gosselies	Chemin
23	B	320 K	Avenue Georges Lemaître à 6041 Gosselies	Chemin

- SOCIETE INTERCOMMUNALE POUR LA DIFFUSION DE LA TELEVISION

Division	Section	Numéro	Adresse	Nature
23	B	318 L 2	Avenue Georges Lemaître 9 à 6041 Gosselies	Bat. Bureau

Considérant le procès-verbal de clôture de l'enquête publique visé ci-avant ;

Considérant l'avis favorable conditionnel de Hainaut Ingénierie Technique du 9 mai 2019, joint en annexe 1 ;

Considérant que le Service du Permis d'environnement a sollicité les avis des services suivants :

- Police Locale de Charleroi.
- Le Fonctionnaire communal en charge de la planification d'urgence.
- Direction des Services Techniques - Division Propreté - Service S.O.S. Propreté.
- Zone de Secours Hainaut-Est.

Considérant l'absence d'avis rendu par la Police Locale de Charleroi ;

Considérant l'absence d'avis rendu par le Fonctionnaire communal en charge de la planification d'urgence ;

Considérant l'avis du 8 avril 2019 du Service S.O.S. Propreté, rédigé comme suit : « *Il y aurait lieu d'imposer des conditions d'exploitation garantissant la qualité des eaux de surface et souterraine.* » ;

Considérant l'absence d'avis rendu par la Zone de Secours Hainaut-Est ;

Considérant que le formulaire de demande de permis d'environnement permet d'appréhender l'activité et les conditions futures d'exploitation de l'établissement en projet ;

Considérant qu'il s'agit d'une demande d'extension d'un établissement dont l'exploitation est couverte par :

- les arrêtés du Ministre de tutelle du 25 juillet 2005, 27 juillet 2005 et du 19 mai 2015, pour un terme fixé au 27 juillet 2025 (réf. : PU/2004/0022, PE/2004/0039 et PU/2013/0024),
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 octobre 2018 pour un terme fixé au 27 juillet 2025 (réf. : PU/2016/0027),
- l'arrêté du Collège communal de la Ville de Charleroi du 18 décembre 2018 pour un terme fixé au 27 juillet 2025 (réf. : PE/2018/0023) ;

Considérant qu'un permis d'urbanisme a été délivré par le Fonctionnaire délégué, le 13 juin 2017, ayant pour objet la régularisation d'un dépôt de sel de déneigement et de produit déverglaçant avion (réf. : P127/2017/0029) ;

Considérant que l'établissement projeté est situé au plan de secteur de Charleroi en zone d'aménagement communal concerté (ZACC) à caractère industriel et en zone blanche ;

Considérant que la ZACC concernée a été mise en œuvre par le schéma directeur dit « de l'Aéropôle » la couvrant entièrement et adopté respectivement en dates des 03 juin 1987 et 17 novembre 1987, par les Conseils communaux des Villes de Charleroi et de Fleurus ;

Considérant que cet établissement est également compris pour partie dans le périmètre de reconnaissance économique dit de « l'Aéropôle » arrêté le 5 septembre 1991 par le Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles ;

Considérant que l'activité ne présente pas d'incompatibilité manifeste avec les prescriptions de la zone du plan de secteur ;

Considérant que les incidences sur l'environnement habituellement liées à ce type d'exploitation sont :

- Les risques de pollution du sol et du sous-sol,
- Les risques de pollution des eaux de surface ;

Considérant que le dépôt de produit déverglaçant est constitué essentiellement de glycol et contenu dans des cuves adéquates ; qu'aucune manipulation de produit n'a lieu sur le site puisque les camions se connectent directement aux cuves via les vannes de vidange et de remplissage ;

Considérant qu'il s'agit d'une substance facilement biodégradable et non dangereuse ; que les risques de pollution des sols, sous-sols et des eaux ont été étudiés dans l'étude des incidences sur l'environnement réalisée pour la demande de permis pour l'allongement de la piste ;

Considérant que l'absence de réclamation durant l'enquête publique permet de présumer que l'établissement s'avère compatible avec son voisinage immédiat ;

Considérant que les conditions d'exploitation imposées sont suffisantes pour répondre aux nuisances engendrées par ce type d'établissement ;

Considérant le rapport de synthèse du Fonctionnaire technique et sa motivation formulée, proposant à l'autorité compétente de délivrer le permis, subordonné au respect de conditions générales et particulières d'exploitation ;

Considérant la pertinence des conditions particulières proposées ;

Considérant que le Service du Permis d'environnement souscrit à cette motivation et ces conditions ;

Considérant que l'article 51, Section 3 - Durée de validité du permis, Chapitre VII - Contenu et effets du permis d'environnement - du décret relatif au permis d'environnement impose, lorsque le permis a pour objet la transformation ou l'extension d'un établissement, un terme expirant au plus tard à la date d'expiration du permis portant sur l'établissement originaire ;

Considérant dès lors qu'il reviendra à l'autorité compétente de fixer le terme du permis au 27 juillet 2025

Considérant qu'afin de maintenir les niveaux de bruit à une charge normale de voisinage, l'exploitant devra respecter les limites du niveau de bruit à ne pas dépasser, différentes en fonction des périodes de la journée, telles qu'imposées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, Chapitre VII « Bruit » ;

Considérant de plus que l'exploitant devra également se conformer à toutes les dispositions requises en vertu de cet arrêté et plus particulièrement à celles du chapitre IV relatives à la prévention des accidents et incendies ;

Considérant les effets du projet sur l'environnement et les mesures prévues en vue d'atténuer les effets négatifs sur l'environnement, décrits dans le formulaire de demande de permis d'environnement ;

Considérant que le Service du Permis d'Environnement remet un avis favorable sur la demande et propose au Collège communal d'accorder le permis d'environnement, pour l'établissement suivant :

Demande de permis d'environnement visant l'exploitation d'un dépôt de produit déverglaçant (glycol) pour avions d'une capacité de stockage de 52.000 litres en 2 réservoirs aériens chacun d'une capacité de stockage de 26.000 litres.

Localisation du bien : Rue des Frères Wright 8 à 6041 Gosselies

L'établissement comporte les bâtiments, installations, activités, procédés et dépôts principaux suivants :

Bâtiment

B1 : dépôt de produit déverglaçant.

Installations, activités ou procédés

I1 : pompes, 11 kW.

Dépôts

D1 : glycol : 52 000 l.

Sur proposition de l'Échevin des Entreprises et Indépendants,

Décide :

Article 1^{er}. Le permis est accordé, sous réserve du respect des autres dispositions légales et réglementaires et sans préjudice du droit des tiers, moyennant le respect des conditions d'exploitation précisées par la présente décision, pour l'établissement suivant :

l'exploitation d'un dépôt de produit déverglaçant (glycol) pour avions d'une capacité de stockage de 52.000 litres en 2 réservoirs aériens chacun d'une capacité de stockage de 26.000 litres.

SA BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT

Lieu d'exploitation : Rue des Frères Wright 8 à 6041 Gosselies

L'établissement comporte les bâtiments, installations, activités, procédés et dépôts principaux suivants :

Bâtiment

B1 : dépôt de produit déverglaçant.

Installations, activités ou procédés

I1 : pompes, 11 kW.

Dépôts

D1 : glycol : 52 000 l.

Art.2. L'exploitant est tenu de se conformer aux conditions des textes suivants :

Prescriptions non abrogées du Règlement Général pour la Protection du Travail, notamment celles des titres II et III.

Règlement Général sur les Installations Électriques rendu obligatoire dans les établissements dangereux, insalubres ou incommodes par l'arrêté royal du 2 septembre 1981.

Décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Décret du 5 décembre 2008 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages.

Décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

Arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2005 relatif au Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau.

Arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2015 instaurant une obligation de tri de certains déchets.

Aux conditions sectorielles suivantes :

Arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2003 portant condition sectorielle eau relative aux dépôts d'hydrocarbures liquides.

Les conditions particulières d'exploitation applicables à l'établissement sont les suivantes :

Conditions particulières relatives à la sécurité contre les incendies

L'exploitant respecte les prescriptions et les moyens de lutte contre l'incendie établis en accord avec la Zone de Secours Hainaut-Est. Il fait effectuer un contrôle de l'établissement à la fin des travaux et il transmet au Bourgmestre de Charleroi et au Fonctionnaire chargé de la surveillance un rapport attestant de la mise en conformité de l'établissement.

Tous les cinq ans, l'établissement fait l'objet à la demande de l'exploitant d'une visite de la Zone de Secours Hainaut-Est. Une copie du rapport de visite rédigé par ladite Zone de Secours est transmise sans délai par l'exploitant au fonctionnaire chargé de la surveillance de l'établissement et au Bourgmestre de Charleroi.

Conditions particulières relatives au dépôt de déverglaçant pour avions

CHAPITRE Ier. — Implantation et construction

Section 1^{re}. — Les réservoirs

Art. 1^{er}. § 1^{er}. Chaque réservoir est transporté, mis en place et raccordé par un expert compétent conformément aux prescriptions de la norme qui lui est applicable.

§ 2. Les réservoirs autres que cylindriques horizontaux sont construits, transportés, mis en place et raccordés suivant des règles de bonne pratique présentant un niveau de sécurité équivalent aux normes précitées.

Art. 2. La stabilité et la fixation des réservoirs sont assurées en toutes circonstances météorologiques. Ils reposent sur une assise telle que des tensions excessives ou des tassements inégaux ne puissent provoquer leur renversement ou leur rupture.

Section 2. — Les tuyauteries

Art. 3. Tous les accessoires tels que tuyauteries, vannes et pompes sont situées à l'aplomb de dispositifs de recueil et sont aménagés de manière à ce que toute fuite soit collectée vers lesdits dispositifs.

Art. 4. Afin de contenir une fuite éventuelle des tuyauteries et empêcher la diffusion d'hydrocarbures dans le sol, celles-ci sont soit à double paroi, soit à simple paroi placées dans un caniveau imperméable aux liquides combustibles, disposées à environ 0,30 m en dessous du niveau du sol. Ce caniveau présente une légère pente continue vers un dispositif de recueil facilement accessible.

Des dispositions sont prises pour que ces tuyauteries soient protégées contre les déformations dues au passage éventuel des véhicules.

Art. 5. Toute tuyauterie métallique enterrée est correctement protégée contre la corrosion par au minimum une couche de peinture anti-rouille et un enrobage de bande isolante spéciale étanche et autocollante ou par toute autre protection équivalente.

Art. 6. Sans préjudice d'autres dispositions légales ou réglementaires, chaque réservoir est raccordé à une tuyauterie d'évent qui débouche à l'air libre à une hauteur minimale de 1 mètre au-dessus du niveau du sol. Cet évent est équipé d'un système empêchant l'introduction des eaux pluviales et/ou de ruissellement ainsi que tout objet.

CHAPITRE II. — Exploitation

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 7. Chaque réservoir, à proximité de son orifice de remplissage, est équipé d'une plaque d'identification inaltérable, bien visible et clairement lisible où sont indiquées :

- le numéro et l'année de construction ;
- le produit que contient le réservoir ;
- le volume du réservoir exprimé en litres ;
- la date de l'épreuve d'étanchéité et sa validité.

Art. 8. Le soutirage s'effectue par le haut du réservoir.

Dans le cas où le soutirage se fait par gravité, un système de fermeture manuel est placé sur la tuyauterie à proximité de son intersection avec le réservoir.

Art. 9. § 1^{er}. Le jaugeage s'effectue par la partie supérieure des réservoirs.

§ 2. Si l'opération se fait par latte de jaugeage, celle-ci est en métal.

L'extrémité du tube plongeur de la jauge est munie d'un élément robuste mais souple en caoutchouc de nitrile, ou matériau analogue, destiné à prévenir toute dégradation de la paroi intérieure, suite à l'enfoncement ou à la chute du plongeur dans le réservoir.

§ 3. Si l'opération se fait par jaugeage permanent, elle s'effectue au moyen d'une jauge pneumatique, d'une jauge à flotteur, d'une jauge électronique avec cadran indicateur ou tout autre système équivalent. Chacun de ces dispositifs est gradué en litres ou dispose d'une table de conversion.

Section 2. — Remplissage

Art. 10. Il est interdit de remplir un récipient avec d'autres liquides que ceux pour lesquels il a été conçu, à moins qu'un examen ne prouve qu'il convient à cet effet. Cet examen est réalisé par un expert compétent.

Section 3. — Défaut d'étanchéité

Art. 11. Lorsqu'une fuite est constatée à un réservoir :

Le réservoir concerné est mis hors service et vidé le plus rapidement possible ;

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin de limiter la pollution du sol et du sous-sol ;

Si le réservoir est réparé, il ne peut être remis en service qu'après avoir réussi un test d'étanchéité par un technicien agréé.

CHAPITRE III. — Eau

Art. 12. En cas d'écoulement accidentel, les liquides répandus ne peuvent, en aucun cas, être déversés dans un égout public, un cours d'eau ou un dispositif quelconque de récolte des eaux de surface.

Art. 13. Les rejets d'eaux usées en eaux souterraines sont interdits.

CHAPITRE IV. — Déchets

Art. 14. § 1^{er}. En cas d'écoulement accidentel dans le sous-sol, l'exploitant en avertit immédiatement l'autorité compétente. Les modalités d'enlèvement et d'évacuation des terres ainsi polluées se font en concertation avec le département du sol et des déchets du SPW (DSD) et le Fonctionnaire chargé de la surveillance.

§ 2. Lorsque ces terres ne peuvent pas être immédiatement évacuées, l'exploitant procède à leur entreposage dans des conditions à éviter tout écoulement ou toute évaporation des substances polluantes. Ce stockage se fait à l'abri des intempéries et ne peut excéder une période de plus de 6 mois.

CHAPITRE V. — Implantation et construction

Section 1^{re}. — Implantation

Art. 15. Tout local destiné au stockage des hydrocarbures répond aux prescriptions techniques de la Zone de secours territorialement compétente.

Section 2. — Construction

Art. 16. Les réservoirs métalliques répondent aux normes de construction NBN I 03.001 pour les réservoirs cylindriques horizontaux en acier simple paroi, NBN I 03.004 pour les réservoirs cylindriques horizontaux en acier double paroi et NBN I 03.002 pour le transport, la manutention et l'installation ou à leur dernière révision ou à toute autre norme européenne équivalente.

Art. 17. Les réservoirs en polyéthylène répondent à une norme de construction reconnue dans un pays de la communauté européenne.

Art. 18. § 1^{er}. L'enveloppe extérieure métallique est protégée de la corrosion conformément aux prescriptions de la norme EN 12.285-1. Toute autre protection présentant une résistance équivalente peut être acceptée.

§ 2. Les réservoirs en polyéthylène placés à l'air libre possèdent une bonne stabilité aux rayonnements ultraviolets ou sont placés à l'abri de ceux-ci.

Art. 19. § 1^{er}. Les réservoirs simple paroi placés à l'air libre, en cave ou dans un local sont installés dans un encuvement étanche aux liquides combustibles. Cet espace de retenue est maintenu libre, et a une capacité égale ou supérieure à :

- Réservoirs à l'air libre :
 - la moitié de la capacité totale des réservoirs qu'il contient ;
 - la capacité du plus grand réservoir, augmenté de 25 % de la capacité totale des autres réservoirs contenus dans l'encuvement.
- Réservoirs en cave ou dans un local : la somme des capacités des réservoirs qui y sont placés.

§ 2. Les réservoirs double paroi ne sont pas obligatoirement placés dans un encuvement.

Art. 20. Les tubes de niveau en verre ou en plastique, placés à l'extérieur du réservoir, sont interdits.

CHAPITRE VI. — Exploitation

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 21. Des mesures sont prises pour éviter tout choc accidentel du réservoir aérien.

Art. 22. Si les réservoirs aériens se trouvent sous les lignes électriques aériennes, toutes les dispositions adéquates sont prises pour éviter tout contact accidentel des câbles avec ces réservoirs.

Art. 23. L'exploitant maintient en bon état l'encuvement des réservoirs aériens. Il contrôle régulièrement son étanchéité.

Art. 24. Les mesures nécessaires sont prises pour évacuer régulièrement les eaux de pluie pouvant s'accumuler dans l'encuvement tout en préservant son étanchéité.

Art. 25. L'exploitant entretient le réservoir métallique contre la corrosion par l'application d'un enduit protecteur.

Section 2. — Mise hors service définitive

Art. 26. Le réservoir est vidé, dégazé, nettoyé et enlevé. Les tuyauteries sont vidées et démontées.

Art.3. L'exploitant d'un établissement observe les conditions d'exploitation générales, sectorielles et particulières applicables à son établissement.

Art.4. Indépendamment du permis délivré ou de la déclaration et sans préjudice des obligations imposées par d'autres dispositions, l'exploitant d'un établissement :

- 1° prend toutes les précautions nécessaires pour éviter, réduire les dangers, nuisances ou inconvénients de l'établissement ou y remédier;
- 2° signale immédiatement à l'autorité compétente et au fonctionnaire technique, tout accident ou incident de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article 2 ou toute infraction aux conditions d'exploitation;
- 3° fournit toute l'assistance nécessaire pour permettre aux fonctionnaires et agents compétents de mener à bien les actions visées à l'article D.146, 1°, 2° et 3° du Code de l'Environnement;
- 4° informe l'autorité compétente, le fonctionnaire technique et les fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement de toute cessation d'activité au moins dix jours avant cette opération sauf cas de force majeure;
- 5° informe l'autorité compétente, le fonctionnaire technique et les fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement de la déclaration de la faillite dans les dix jours de son prononcé sauf cas de force majeure;
- 6° est tenu de remettre le site, en fin d'exploitation, dans un état satisfaisant au regard de la protection de l'homme et de l'environnement.

Sans préjudice de l'article 43 de la loi du 8 août 1997 sur les faillites, les curateurs notifient, dès leur entrée en fonctions, à l'autorité compétente, à la commune lorsqu'elle n'est pas l'autorité compétente, au fonctionnaire technique et aux fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement, la faillite de l'établissement lorsque celui-ci implique le stockage ou l'utilisation de produits, substances ou déchets dangereux.

Concomitamment, les curateurs procèdent à l'inventaire des produits et substances dangereuses et des déchets dangereux stockés dans l'établissement et prennent les mesures nécessaires pour éviter ou réduire les dangers, nuisances ou inconvénients. Ils transmettent sans délai la liste des produits, substances ou déchets relevés et la liste des précautions prises à l'autorité compétente, à la commune lorsqu'elle n'est pas l'autorité compétente, au fonctionnaire technique et aux fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement.

Dans le cadre de la mission visée à l'alinéa 2, les curateurs peuvent se faire aider, sous leur responsabilité, par toute personne qualifiée pour l'identification des produits, substances ou déchets présents sur le site, pour la rédaction de l'inventaire et pour la mise en oeuvre des mesures de précautions nécessaires.

Les curateurs agissent pour compte de la masse, et les dettes afférentes à l'accomplissement des missions visées au présent paragraphe en ce compris les mesures de précautions nécessaires sont à charge de la masse.

Les alinéas 1er à 3 s'appliquent dans les cas déterminés par le Gouvernement.

Art.5. L'exploitant conserve, sur les lieux mêmes de l'établissement ou à tout autre endroit convenu avec l'autorité compétente :

- 1° l'ensemble des permis en vigueur ;
- 2° le registre des modifications intervenues ;
- 3° tous les rapports, certificats et procès-verbaux émanant d'organisme de contrôle, de visiteurs ou d'experts, et ayant trait à la sécurité ou la salubrité publique ;
- 4° et le cas échéant, la liste des incidents et accidents visés au point 2 de l'article précédent.

Art.6. La présente décision est exécutoire à partir du jour suivant l'expiration du délai de recours contre la présente décision.

Art.7. Le permis d'environnement est accordé pour un terme fixé au 27 juillet 2025.

Art.8. Le permis d'environnement est mis en œuvre dans un délai maximum de 2 ans à partir du jour où la présente décision devient exécutoire.

Toutefois à la demande de l'exploitant, l'autorité peut, sur requête spécialement motivée, accorder un nouveau délai sans que celui-ci ne puisse excéder deux ans.

Art.9. Le présent permis sera frappé de caducité s'il n'est pas mis en œuvre avant l'expiration du délai fixé ou si l'établissement autorisé n'est pas exploité durant deux années consécutives.

Art.10. L'exploitant est tenu de porter à la connaissance du Collège communal et du Fonctionnaire technique du Service Public de Wallonie – Agriculture, Ressources naturelles et Environnement – Département des Permis et Autorisations – Direction de Charleroi, rue de l'Écluse n°22 à 6000 Charleroi, la date fixée pour la mise en œuvre du permis au moins 15 jours avant celle-ci.

Art.11. Dispositions de l'art. 60 du décret :

Art. 60. § 1er. Lorsqu'un établissement est exploité, en tout ou en partie, par une personne autre que le titulaire du permis d'environnement ou, dans le cas d'un établissement de classe 3, par une personne autre que le déclarant, le cédant ou ses ayants droit et le cessionnaire procèdent à une notification conjointe à l'autorité compétente pour délivrer le permis en première instance.

Le cessionnaire confirme par écrit, à cette occasion, avoir pris connaissance du permis ou de la déclaration et des conditions complémentaires éventuelles prescrites par l'autorité compétente sur base de l'article 14, § 5, poursuivre la même activité et accepter les conditions fixées dans le permis d'environnement ou les conditions complémentaires éventuellement prescrites.

L'autorité compétente donne aussitôt acte de sa déclaration au cessionnaire et en informe le fonctionnaire technique.

§ 2. Aussi longtemps que la déclaration conjointe du transfert n'a pas eu lieu et, le cas échéant, qu'une nouvelle sûreté n'a pas été constituée, l'exploitant cédant ou ses ayants droit demeurent solidairement responsables avec le cessionnaire pour les dommages qui pourraient résulter du non-respect par le nouvel exploitant des conditions d'exploitation applicables à l'établissement.

§ 3. Le Gouvernement peut interdire ou soumettre à d'autres conditions la transmission des permis pour les établissements qu'il désigne.

§ 4. A l'occasion de tout acte translatif ou déclaratif de droits réels immobiliers sur l'établissement, tel que visé à l'article 1er de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851, le notaire donne lecture du présent article aux parties présentes et en fait mention dans l'acte.

Art.12. La décision fait l'objet d'un avis affiché durant vingt jours aux endroits habituels d'affichage dans la ou les communes sur le territoire de laquelle ou desquelles l'enquête publique a été organisée.

En outre, il est procédé, de manière parfaitement visible, à l'affichage de l'avis à quatre endroits proches du lieu où le projet doit être implanté, le long d'une voie publique carrossable ou de passage, et sur le bien concerné par le projet. Cet avis mentionne :

- a) l'objet et la teneur de la décision ;
- b) l'endroit ou les endroits où peut être consultée la décision ;
- c) les heures auxquelles la décision peut être consultée, et ce, au moins un jour ouvrable par semaine jusqu'à vingt heures ou le samedi matin sur rendez-vous. L'avis mentionne également que, lorsque la consultation a lieu un jour ouvrable après seize heures ou le samedi matin, la personne souhaitant consulter le dossier doit prendre rendez-vous au plus tard vingt-quatre heures à l'avance auprès du conseiller en environnement ou, à défaut, auprès du collège communal ou de l'agent communal délégué à cet effet ;
- d) l'adresse de l'instance ou de l'autorité, désignée par le Gouvernement, auprès de laquelle les recours peuvent être introduits, ainsi que les formes et délais les régissant ;
- e) le droit de toute personne d'avoir accès au dossier dans les services de l'autorité compétente, conformément aux dispositions du titre Ier de la partie III du Livre Ier du Code de l'Environnement.



Cellule cours d'eau
Didier Declercq – Chef de bureau technique
Rue Saint-Antoine 1 – 7021 HAVRE
Secrétariat : Tél : 065/87.97.26
Courriel : didier.declercq@hainaut.be

Hainaut Ingénierie Technique

ENTRÉ LE
10 MAI 2019
VILLE DE CHARLEROI

Administration communale
Monsieur le Bourgmestre
Monsieur Frédéric Fraiture
Madame Christine Mlakar
Place Jules Destrée
6060 Gilly

Vos réf. : P. ENV/SA/CGH/PE/2019/0016
Nos réf. : 110/2019/001050-did-2019/0059-am
Le 09 MAI 2019

Monsieur le Bourgmestre,

Concerne: Permis d'environnement (SA Brussels South Charleroi Airport) à Gosselies

Nous avons bien reçu votre courrier daté du 8 avril 2019 concernant l'avis annonçant l'enquête publique reprise en objet.

Cette demande de permis, introduite par la SA Brussels South Charleroi Airport, concerne l'exploitation d'un dépôt de produit déverglaçant (glycol) pour avions d'une capacité de stockage de 52.000 litres. Le cours d'eau « le Tintia », classé en 2^{ème} catégorie, sous gestion de la Province de Hainaut est concerné.

A la suite de la conversation téléphonique avec votre service « permis environnement » ce 2 mai 2019, nous prenons note que nous n'avons pas reçu de demande d'avis étant donné que le Département Permis et Autorisation (DPA) n'a pas référencé le HIT – Province de Hainaut comme administration à consulter.

Après contact avec le DPA, il s'avère que nous n'avons pas été mis dans la liste des administrations à consulter car ils pensaient qu'aucun cours d'eau n'était impacté. Le dossier ne comprendrait pas de mesure supplémentaire pour traiter le glycol.

N'ayant pas reçu de plan et ayant un délai de réponse assez court, nous n'avons pas connaissance de l'entiereté des éléments de ce dossier.

Nous tenons toutefois à vous faire part des éléments suivants :

- Différentes bases législatives imposent d'atteindre un bon état écologique des masses d'eau :
 - o Les Directives de l'Union Européenne 2000/60/CE, 2008/105/CE, 2006/44/CE ;
 - o Le Décret du 4 octobre 2018 modifiant divers textes en ce qui concerne les cours d'eau (Moniteur belge du 05/12/2018).

- Les rejets doivent respecter les normes sectorielles appropriées et ne peuvent aggraver la qualité de l'eau.
- La sécurité des avions et des passagers est importante. Le glycol permet d'effectuer le déverglacage des appareils et d'assurer la sécurité, ce qui est très important.
Nous nous étonnons toutefois qu'une nouvelle demande d'exploitation d'un dépôt de glycol de 52.000 litres soit réalisée en plus du dépôt de 125.000 litres déjà accordé lors du permis pour la « régularisation d'un dépôt de déverglaçant (glycol) d'une capacité de 125 m³... » daté du 18 décembre 2018, ceci alors que la question du traitement du glycol ne semble pas être résolu.
Une des conditions du permis accordé lors de « l'extension des pistes d'atterrissage et de décollage » prévoyait que *l'exploitant introduise une nouvelle demande de permis d'environnement pour le rejet des eaux industrielles (eaux générées par l'aire de dégivrage du nouveau taxiway M7) et les rejets d'eaux usées domestiques et pluviales de l'ensemble du site dans un délai de 2 ans à compter de la délivrance du permis.*
- La bonne gestion du cours d'eau (entretien,...) implique un passage de 6 m le long du cours d'eau, distance mesurée à partir de la crête de la berge du cours d'eau vers l'intérieur des terres.
- Le demandeur doit prendre les dispositions qui s'imposent pour assurer la stabilité de son bien et en assumera seul la charge sans recours possible contre les gestionnaires du cours d'eau.
- Les rejets dans les cours d'eau de 2^{ème} catégorie nécessitent l'autorisation préalable du Collège provincial. Une demande d'autorisation doit être introduite auprès de notre service (HIT, Province de Hainaut, rue Saint Antoine n°1, 7021 Havré).
- Il est interdit de dégrader ou d'affaiblir de quelque manière que ce soit les berges d'un cours d'eau.

Veuillez agréer, Monsieur le Bourgmestre, l'assurance de mes salutations distinguées.

Le Chef de bureau technique,


Ing. D. DECLERCQ

L'affichage est effectué par le collège communal dans les dix jours de l'adoption de la décision lorsque l'autorité qui a statué est la commune.

Art.13. Toute transformation ou extension de l'établissement qui ne consiste pas en :

- 1° le déplacement de l'établissement ;
- 2° la transformation ou l'extension de l'établissement, lorsqu'elle entraîne l'application d'une nouvelle rubrique de classement autre que de classe 3 ou lorsqu'elle est de nature à aggraver directement ou indirectement des dangers, nuisances ou inconvénients à l'égard de l'homme ou de l'environnement ou lorsqu'elle accroît le nombre d'animaux faisant l'objet de l'établissement ou lorsqu'elle fait atteindre les seuils de capacité fixés par le Gouvernement,

et affectant le descriptif ou les plans annexés au permis ou encore une source d'émission de gaz à effet de serre doit être consignée par l'exploitant dans un registre.

En ce qui concerne les établissements dans lesquels interviennent une ou plusieurs installations ou activités émettant des gaz à effet de serre, les modifications du plan de surveillance faites par l'exploitant ainsi que celles approuvées ou apportées par l'Agence wallonne de l'air et du climat sont annexées au registre.

L'exploitant envoie par pli ordinaire, tous les ans à partir de la mise en œuvre du permis, une copie de la liste des transformations ou extensions de l'établissement intervenues au Fonctionnaire technique, au Collège communal et à l'Agence wallonne de l'Air et du Climat si la transformation ou l'extension affecte une source d'émission de gaz à effet de serre.

Art.14. Modalités de recours à l'encontre de la décision :

Un recours est ouvert auprès du Gouvernement wallon, envoyé au Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings, Service Public de Wallonie – Agriculture, Ressources naturelles et Environnement – Département des Permis et Autorisations, avenue Prince de Liège n°15 à 5100 Namur (Jambes), à toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt, ainsi qu'au Fonctionnaire technique.

Sous peine d'irrecevabilité, l'envoi du recours se fait :

- 1° soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ;
- 2° soit par le recours à toute formule similaire permettant de donner date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte, quel que soit le service de distribution du courrier utilisé ;
- 3° soit par le dépôt de l'acte contre récépissé,

dans un délai de vingt jours à dater :

- 1° soit, pour le demandeur et le Fonctionnaire technique, de la réception de la présente décision lorsque celle-ci a été envoyée dans les délais visés à l'article 35 du décret ;
- 2° soit, pour les personnes non visées au 1., du premier jour de l'avis visé aux articles D.29-22 et suivants du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement.

Si la décision est affichée dans plusieurs communes, le délai est prolongé jusqu'au vingtième jour suivant le premier jour de l'affichage dans la commune qui y a procédé la dernière.

Le recours est établi au moyen du formulaire dont le modèle figure à l'annexe XI de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement. Ce formulaire est disponible auprès du Service du Permis d'environnement de la Ville de Charleroi ou sur le site Internet « <https://www.wallonie.be/fr/demarches/20521-introduire-un-recours-contre-une-decision-en-matiere-de-permis-d-environnement-ou-de-permis-unique> ». Dans ce dernier cas, le formulaire doit néanmoins toujours être imprimé pour être envoyé selon les modalités décrites ci-dessus.

Un droit de dossier de 25,00 euros est à verser sur le compte IBAN : BE44 0912 1502 1545 BIC : GKCCBEBB du Service Public de Wallonie – Agriculture, Ressources naturelles et Environnement – Département des Permis et Autorisations, avenue Prince de Liège n°15 à 5100 Namur (Jambes). Le requérant doit joindre une copie du récépissé du versement ou de l'avis de débit.

Le recours n'est pas suspensif de la décision attaquée, sauf quand il est introduit par le Fonctionnaire technique.

Art.15. La décision est envoyée au demandeur :

- 1° soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ;

- 2° soit par le recours à toute formule similaire permettant de donner date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte, quel que soit le service de distribution du courrier utilisé ;
- 3° soit par le dépôt de l'acte contre récépissé.

Une copie de la décision est envoyée selon les mêmes dispositions à l'instance suivante :

- 1° Service Public de Wallonie – Agriculture, Ressources naturelles et Environnement – Département des Permis et Autorisations – Direction de Charleroi – Fonctionnaire technique.

Une copie de la décision est envoyée par pli ordinaire aux instances suivantes :

- 1° Service Public de Wallonie – Territoire, Logement, Patrimoine, Énergie – Département de l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme – Direction du Hainaut II – Fonctionnaire délégué.
- 2° Service Public de Wallonie – Mobilité et Infrastructures – Département des Routes du Hainaut et du Brabant wallon – Direction des Routes de Charleroi.
- 3° Service Public de Wallonie – Agriculture, Ressources naturelles et Environnement – Département du Sol et des Déchets – Direction de la Protection des Sols.
- 4° Service Public de Wallonie – Agriculture, Ressources naturelles et Environnement – Département de l'Environnement et de l'Eau – Direction des Risques industriels, Géologiques et Miniers.
- 5° Service Public de Wallonie – Agriculture, Ressources naturelles et Environnement – Département de la Police et des Contrôles – Direction de Charleroi.
- 6° Province de Hainaut – Direction financière.
- 7° Zone de Secours Hainaut-Est.
- 8° Hainaut Ingénierie Technique.
- 9° Intercommunale pour la Gestion et la Réalisation d'Études Technique et Économiques (IGRETEC).
- 10° Ores Assets.
- 11° Forem.
- 12° Sowaer.
- 13° Brutélé.

Tel qu'adopté par le Collège communal le **mardi 4 juin 2019**

Par le Collège :

Le Directeur général f.f.,
Par délégation

Frédéric FRAITURE,
Inspecteur général



Pour le Bourgmestre,
Par délégation, en vertu de
l'art. L.1132-4 du C.D.L.D.

Eric GOFFART,
2ème Echevin